Des anarchistes contre la Première Guerre mondiale

Autor(en): **Rebetez, Véronique**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier**

Band (Jahr): **23 (2007)**

PDF erstellt am: **01.06.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-520237

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

DES ANARCHISTES CONTRE LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

VÉRONIQUE REBETEZ

LE 28 JUILLET 1914, l'attentat de Sarajevo précipite l'Europe dans la guerre. La IIe Internationale abandonne la gauche au plus grand chaos jamais imaginé auparavant: il n'y aura jamais de grève générale.

Les milieux de gauche en Suisse ne réagissent pas différemment: dans un souci de paix, et sous la pression du danger extérieur, ils emboîtent le pas au gouvernement, abandonnant leur combat politique. Le 3 août, la fraction socialiste aux Chambres fédérales vote les pleins pouvoirs au gouvernement et en octobre, les socialistes vont jusqu'à répudier la lutte électorale pour les élections au Conseil National.

Ce ralliement des milieux socialistes affaiblit fortement le syndicalisme révolutionnaire. En France par exemple, malgré la résistance de quelques personnalités, la majorité des fédérations ainsi que les dirigeants de la CGT épousent l'Union Sacrée, s'alliant avec le capitalisme et la bourgeoisie afin de défendre la France et la démocratie contre l'impérialisme allemand. Des groupes réunis autour de *La Bataille Syndicaliste* (l'organe officieux de la CGT) ou des *Temps Nouveaux* de Jean Grave rejoignent également la cause patriotique. Seule, une petite fraction de l'Internationale réagit face au vide laissé par celle-ci et entre en résistance. En Suisse, l'année 1914 résonne dans les milieux syndicalistes révolutionnaires comme un coup fatal. Les divisions idéologiques de la Fédération des Unions Ouvrières de Suisse romande mettront à mal cet organisme trop fragile.

Durant le conflit qui enflamme l'Europe, la Suisse devient un véritable îlot pour les anarchistes et syndicalistes révolutionnaires français qui refusent de suivre l'Union Sacrée. La presse helvétique revêt alors des apparences internationalistes, provoquées en partie par la position géographique de la Suisse, un carrefour européen, mais aussi par la neutralité politique du pays dans le conflit et une censure fédérale plutôt timide. Ainsi, *Les Temps Nouveaux* français, interdits en France depuis 1914, découvrent en 1915, dans *La Libre Fédération*

de Jean Wintsch, une nouvelle occasion d'exprimer l'idéologie de l'anarchisme guerrier défendu par les articles francophiles de Jean Grave, figure centrale marquée par la nostalgie d'une France révolutionnaire, communarde, initiatrice des droits de l'Homme et déjà victime en 1870 de l'Empire allemand. Deux revues menées par des intellectuels français voient également le jour en Suisse, *Demain* (1915), menée par Henri Guilbeaux, un intellectuel franco-belge attaché à la diffusion d'un certain idéal de paix et à l'idéologie internationaliste zimmerwaldienne; et *Les Tablettes* (1916), de Claude Le Maguet, une revue pacifiste, propageant les théories de son maître à penser, Tolstoï. Ces deux revues se partagent un éventail d'auteurs composé essentiellement d'intellectuels, comme Pierre-Jean Jouve, Romain Rolland ou Jean de Saint-Prix.

Vers le milieu de la guerre, le monde des revues de gauche en Suisse romande se divise en deux tendances: d'un côté, l'ouvrier trouve l'écho de ses préoccupations quotidiennes dans les revues suisses *Le Falot* et *Le Réveil*; et l'intellectuel français peut suivre le débat sur l'antimilitarisme à travers les pages de *Demain* ou des *Tablettes*. La *Libre Fédération* forme une catégorie à part, mi-française, mi-suisse, attachée à une forme d'internationalisme particulier qui trouve sa voie dans l'anarchisme guerrier. Wintsch, son rédacteur en chef, défend l'idée selon laquelle il faut détruire le militarisme allemand par le militarisme français, pour voir finalement disparaître le militarisme universel, l'impérialisme et l'étatisme.

Premiers débats

La situation privilégiée de la Suisse, pays épargné par la guerre européenne, offre aux cercles anarchistes et syndicalistes révolutionnaires la possibilité de réfléchir sur le conflit, ses causes et ses responsables. La première année de guerre devient l'occasion d'élaborer des discours pacifistes, de dénoncer le militarisme universel et le capitalisme. Mais derrière les paroles des anarchistes, plutôt séduisantes par leur naïveté, le lecteur trouve peu de solutions concrètes à la haine des peuples. L'ouvrier ne se voit proposer aucun programme d'action contre l'impérialisme des gouvernements, aucun remède à administrer aux appétits belliqueux des grandes puissances.

Dans les milieux syndicalistes révolutionnaires et anarchistes, l'antimilitarisme revêt rapidement la couleur de la lutte des classes, et s'inscrit dans une envergure propagandiste. Les différents thèmes abordés par les périodiques s'appuient sur la critique des événements militaires pour leur démonstration. La guerre est une guerre bourgeoise, commandée par les autorités et réalisée par la classe ouvrière, toutes deux au service des bourgeois: «La paix ne viendra pas des gouvernements, car ils ne sont pas libres eux-mêmes, ils réalisent les vœux

d'une classe avide, ils veillent au maintien et à l'augmentation des bénéfices de la classe bourgeoise.»[1]

La guerre est également envisagée dans l'interminable débat des anarchistes sur le socialisme parlementaire. Dans une tradition opposée à l'exercice électoral, et marqués par le souci de ne pas se confondre avec un gouvernement bourgeois qu'ils réalisent à travers leur attitude abstentionniste, les anarchistes réaffirment leur distance vis-à-vis du socialisme parlementaire depuis le vote pour les crédits militaires, appuyé par les socialistes suisses. Il devient alors pressant de réaffirmer cette distance: «L'autre socialisme, celui qui s'allie aux pires tyrans pour faire œuvre de destruction et de mort, n'est que le plus écœurant mensonge de notre époque.»[2] Cependant, il convient de souligner qu'en automne 1914, l'union nationale suisse commence à se fragiliser: les députés socialistes refusent pour une majorité les nouveaux crédits de guerre. Ainsi, la scène helvétique voit poindre l'émergence d'une critique contre la guerre et le militarisme au niveau parlementaire, une première réaction officielle qui risque de nourrir le bouillonnement antimilitariste.

Parallèlement au combat mené contre les socialistes, les groupes anarchistes de Suisse romande affirment également leur différence idéologique par rapport à des syndicalistes révolutionnaires français qui se disent internationalistes, mais qui soutiennent la guerre impérialiste. Par exemple, les syndicalistes révolutionnaires de *La Voix du Peuple* dénoncent la prise de position de *La Bataille Syndicaliste,* qui incite l'Italie à entrer en guerre afin d'aider la France à combattre l'Empire autrichien[3]. Ils s'interdisent de prendre position pour l'un ou l'autre des belligérants, et appellent à un pacifisme total de la classe ouvrière. Moralisateurs et à la recherche de la vérité, les anarchistes en Suisse se montrent très critiques vis-à-vis de leurs homologues français, ou du moins des députés socialistes et des dirigeants de la CGT. Pourtant assez réceptifs à certains discours français avant la guerre, ils assistent à un basculement des mouvements de gauche en France, qu'ils n'auraient jamais soupçonné auparavant.

> *«Rien n'est plus douloureux que de voir certains représentants du prolétariat français raisonner comme les capitalistes et les nationalistes les plus authentiques. Ces derniers sont conséquents et ne font que poursuivre logiquement leur programme du passé, mais comment ne pas voir que toute opposition détruite, cette France que l'on*

1. *La Voix du Peuple,* «Le désarroi», n° 32, 5 sept. 1914, pp. 1-2.
2. Bertoni, «Les ambassadeurs socialistes», *La Voix du Peuple,* n° 33, 19 sept. 1914, p. 1.
3. «Principes et formules», *La Voix du Peuple,* n° 36, 31 octobre 1914, p. 1.
4. Bertoni, «Pour la barricade», *Le Réveil,* n° 396, 31 octobre, 1914, p. 3.

prétend servir, deviendra un pays mort pour la liberté, car cette dernière ne pourra encore et toujours vaincre que par la Révolution ? »[4]

Louis Bertoni rappelle en automne 1914 comment le patriotisme contribue à envenimer les haines. Il ne condamne pas directement le patriotisme, mais explique que celui-ci ne devrait pas servir un chauvinisme exacerbé et réalisé dans la haine de tout ce qui est différent, tout ce qui ne fait pas partie de la patrie : « L'amour du sol natal n'exige nullement la haine d'un autre sol. » [5] Ainsi, la guerre mondiale devient également l'occasion de souligner la différence entre les anarchistes et les communistes, en rappelant le chauvinisme de certains précurseurs, comme Marx.

Mais avant tout, en automne 1914, les discours dominants des anarchistes de Suisse romande sont orientés contre la classe bourgeoise et appellent à une prise de position de la part du prolétariat. Ils se raccrochent à leurs discours moralisateurs d'avant-guerre et appellent à l'urgence d'une réaction ouvrière. Clovis Pignat dresse, sous le titre révélateur d'un contexte dans lequel l'effroi de la guerre s'allie avec l'espoir de la réalisation d'un grand dessein révolutionnaire, « Entre la débâcle et le rêve », un historique du militarisme, un militarisme au service des possédants :

« Depuis cinquante ans le militarisme allait se développant à l'instigation des castes financières qui voyaient en lui le plus merveilleux des instruments de domination, d'expansion et de rapine coloniale. Le jeu était si facile que toutes les puissances maritimes en essayèrent et à coups de canons se créèrent des débouchés commerciaux sur quelques côtes de l'Asie et de l'Afrique [...] En Monarchie comme en République, là où la Finance règne, il n'y a qu'une volonté qui compte : celle des grosses nuques, pesant du pouvoir insolent et illimité de leur or. »[6]

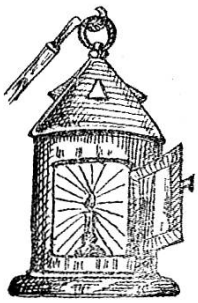
Le début d'une campagne pour la Révolution prolétarienne

En octobre 1914, le lecteur du *Réveil* peut lire un timide appel à la raison lancé par Bertoni :

« Sous les différents drapeaux des États bourgeois, tous les peuples ne sauraient qu'être vaincus, et ne deviendront vainqueurs que sous l'unique drapeau de l'Internationale. Cette vérité ne doit cesser d'être présente à nos yeux, surtout dans l'abominable crise de folie meurtrière que nous traversons, car elle nous indique aussi la seule voie par laquelle nous pouvons espérer en sortir. »[7]

5. Bertoni, « La Patrie infâme », *Le Réveil,* n° 392, 5 sept. 1914, pp. 2-3
6. C.P., « Entre la débâcle et le rêve », *Le Falot,* n° 5, mars 1915, p. 1.
7. Bertoni, « Soyons nous-mêmes », *Le Réveil,* n° 394, 3 octobre 1914, p. 1.

Deuxième Année. — N° 6. DIX CENTIMES LE NUMÉRO Premier Mai 1915.



Le Falot

CRITIQUE POPULAIRE VALAISAN

PARAISSANT LE PREMIER DE CHAQUE MOIS

ABONNEMENTS :
SUISSE (un an) . . . . . Fr. 1.—
ETRANGER » . . . . . » 1.50

RÉDACTION ET ADMINISTRATION :
ADRESSE
Journal « LE FALOT », VOUVRY (Valais)

Puisque le plus fort a toujours raison, il ne s'agit que de faire en sorte qu'on soit le plus fort.

Les esclaves perdent tout dans leurs fers, jusqu'au désir d'en sortir.

J.-J. ROUSSEAU.

TU NE TUERAS POINT!

De quoi donc pourrait-on entretenir nos lecteurs si ce n'est de cette épouvantable hécatombe qui fait rétrograder l'humanité vers la brute?

Aussi chacun cherche à découvrir la puissance qui pourrait ou aurait pu arrêter cette rage de destruction et de carnage.

Pour nous, cette puissance a existé.

C'était à l'époque du moyen-âge. Rome était toute puissante: elle élevait et détruisait les trônes, courbait et humiliait les rois et les empereurs. Ainsi l'on vit Henri IV attendre dans une cour, trois jours et trois nuits, pieds nus, par une température glaciale, le pardon du pape Grégoire VII. Robert le Pieux fut excommunié pour avoir épousé la mère de son filleul et tous ceux qui restaient en relation avec un excommunié étaient passibles de la même peine.

On voit par là quelle était la puissance de la papauté sur les chrétiens et que tous devaient s'incliner sous les ordres venus de Rome.

Aujourd'hui, que voyons-nous?

— François-Joseph, l'empereur très-chrétien, mettre le feu aux poudres par sa déclaration de guerre à la Serbie dans l'intention soi-disant de punir le meurtre *d'un homme* par la mort de millions de soldats et civils!

— Guillaume, l'envoyé de Dieu, joindre ses légions à celles du ciel pour terrasser ses ennemis.

Que fait Rome? Elle répond: *neutralité!* Elle ne peut défendre l'intérêt supérieur de l'humanité contre les intérêts mercantiles de forbans qui ont provoqué cette guerre. Elle se contente d'invoquer le dieu des armées, le Dieu vengeur, pour la conclusion de la paix, alors qu'elle sait que Dieu l'a voulu ou permis, puisque *rien ne se fait sans la permission de Dieu.*

Mieux que cela ou pire, les ministres de toutes les religions chrétiennes bénissent les armes fratricides et invoquent la puissance divine pour qu'elle intervienne en faveur de tel ou tel belligérant.

On voit par là combien ces religions méprisent les enseignements moraux des soi-disant commandements de Dieu. Elles sont toujours prêtes à les fouler aux pieds pour servir des intérêts inavouables. Aussi il est temps que les peuples commencent à s'en apercevoir et déchirent le voile d'hypocrisie qui recouvre la face glabre de ces mauvais bergers.

F. M.

Si mes soldats commençaient à penser, aucun d'eux ne resterait dans les rangs.

Frédéric II.

—o—

Les lois écrites sont comme les toiles d'araignées; les petits s'y prennent, les gros passent à travers.

Anarcharsis.

DE LA NOBLE CONTRÉE

Patriotisme de parade

Sierre, le 25 avril 1915.

A l'occasion du 14 avril qui est la fête anniversaire de l'indépendance vaudoise, le Château de Pradegg-sur-Sierre a été pavoisé d'un drapeau vaudois et d'un valaisan!

On se demande ce que vaut cette comédie et si son propriétaire multimillionnaire pense s'acquitter ainsi de son impôt de guerre, comme cela lui a réussi à Sierre pour les 9/10 au moins de ses contributions ordinaires!

Pourquoi insulter ainsi le monde? Le vrai patriotisme ne s'achète pas en faisant flotter des drapeaux sur le toit de sa demeure, celle-ci fût-elle un château luxueux!

Si son excellence a trouvé à Sierre, dans les autorités en majorité *libérales s. v. p.* tout ce que l'on voudra sauf des nobles cœurs, cela ne l'autorise nullement à mépriser le peuple qui peine et qui paie. Et ce ne sont pas les quelques donneurs toujours très retentissants en publicité, qui peuvent racheter les affligeants procédés de ce privilégié de ce monde.

Cette poudre aux yeux ne saurait nous éblouir.

On sait que pour *2500* fr. de traitement, nécessaire à l'entretien de sa famille, l'autorité exige chez nous d'un contribuable 50 fr, c'est incontestable; pour 25 millions de francs cela fait donc 10.000 fois plus, soit 500.000 fr. Et si comme on nous l'assure la fortune de J.-J. Mercier est de beaucoup supérieure à 25 millions il devient suffisamment démontré que la somme de 12.000 ou 13.000 fr. qui lui est comptée (on ne peut savoir au juste) est une insulte aux autres contribuables; d'autant plus que celui qui gagne 2.500 fr. n'a plus rien au bout de l'année tandis que les 25 millions sont toujours la propriété du millionnaire qui a pu vivre largement de ses rentes.

On comprendra que la manifestation patriotique de J.-J. Mercier nous ait laissé sceptique; un peu plus de sincérité, un peu moins de parade eussent été mieux de mise. La bonne marche des affaires n'aurait qu'à y gagner.

⁂

A propos de sincérité, signalons en passant l'album tout d'actualité *Au pays de Tell* que vient de faire paraître le peintre Bille à Sierre.

Ce n'est pas de la réelle valeur artistique de cette œuvre que nous voulons parler, cela ne rentrant pas dans nos compétences, mais c'est sans réserve que nous apprécions le courage et la franchise de l'auteur de cette publication, surtout en ce moment où la *neutralité* est de commande.

Félicitons M. Bille de n'avoir pas attendu de quel côté soufflerait le vent pour tendre sa voile!

Véritas.

De Martigny

Monsu lo Rédateu,

Escousà-mè de vo prèdzi patouè, you si pò atramin et mè fau vo conta onna tzouza.

Fediurâ-vo cin que let arrouvo à yon dè noutri vezin bou ninfin mi pà bitye d'iyèze. La-te pà zu l'idée onna demindze que fazey biau tin, d'allà veri à la tserruye pasquè cé dzo, l'avey dè mondo et dè bitiè po firet lou travaillo. Cin fi què lou lindéman quan la za vouâgna, let zu tot contin, mi du trey dzo apri, tornè vèret lo tran, vè-te pâ onna niolò dé corbi que y dévoravon l'avéna y avon tot sorté lou gran prèmi la sabla, cin gravuton coumin li dzeneliè.

Et bein! y a zu det dzin po deret que lou bon Diu l'avey pouney!!! Coumin que li corbi susson cin que lou bon Diu défin. Quan let chieu det la cocârda que fan travailli li zouvrey, y a rin dè mau, li corbi sin méchion pâ. Det bon conservateus que van vindret dè zâbrou lou dzo dè Pâtiè, faut rin deret à chieu. Met sey lassa deret que y a corbi et corbi, let pâ chieu que pecon lis vâret et lou gran que son li mindrou.

Y bin l'onnau, monsu lou Rédateu det vo zinvoyi biu det salutachons. *On rodzo.*

Une grande œuvre...

L'école d'agriculture d'Ecône, instituée par le Saint-Bernard.

Ce qu'on y sème

Ce qu'on y récolte

L'internationalisme devient alors l'alternative salvatrice pour le monde syndicaliste révolutionnaire, et pour le réaliser, les auteurs se rejoignent bientôt dans la théorie de la Révolution.

En novembre 1914, *La Voix du Peuple* publie un article d'Errico Malatesta, «Oubli de principes»[8], qui explique que le seul espoir d'en finir avec la guerre, c'est la Révolution. Les responsables de la guerre sont tous ceux qui n'ont pas combattu le militarisme et le capitalisme, deux maux engendrés par l'avidité bourgeoise.

Des anarchistes français réagissent dans les périodiques suisses, comme Jean Grave avec son article «Il n'y a pas d'absolu»[9], qui répond à Malatesta dans la *Voix*, en expliquant que tous les anarchistes n'ont pas oublié leurs principes. Mais Bertoni l'accuse en janvier[10] de ne pas être internationaliste et ainsi de manquer à son devoir anarchiste, puisque Grave sous-entend que le bon droit est du côté des Alliés. Grave se voit reprocher de ne pas voir la politique impérialiste de la France, de l'Angleterre et de la Russie. Ce débat intellectuel n'engendre pas de rupture, *Le Réveil* ouvre encore régulièrement ses colonnes à Grave. Les syndicalistes révolutionnaires et les anarchistes en Suisse soutiennent de plus en plus fortement la propagande pour la Révolution : du chaos européen doit jaillir une Révolution qui renverse l'ordre capitaliste, et avec lui le patriotisme et la guerre. Le seul moyen d'en finir avec le conflit reste la réalisation de l'internationalisme, que la masse prolétarienne peut atteindre grâce à la Révolution. L'unique attitude reste l'attitude anarchiste :

> *«La paix durable ne peut être l'œuvre des États ; elle pourra être celle des individus, à condition de ne plus être celle des nationalistes, des patriotes, c'est-à-dire les esclaves des intérêts de la classe capitaliste qu'ils confondent toujours avec ceux de la collectivité, à condition de s'éloigner de toute politique servant au mieux les privilèges de la classe comme la guerre actuelle en est la plus concluante des démonstrations. En sommes-nous là ? Non, pas encore, mais pour nous y rapprocher gardons-nous de laisser croire que nous donnons encore à l'Etat une puissance pour le bien qu'il ne possède pas, qu'il n'a jamais possédé. La chute du militarisme, la fin des guerres ne viendront jamais des États, mais des individus. Faisons tous nos efforts pour diminuer la puissance des premiers et œuvrons de toutes nos forces pour rendre aux seconds la foi en eux-mêmes et en leur action que la croyance en l'État leur a peu à peu enlevée.»*[11]

8. Malatesta, «Oubli de principes», *La Voix du Peuple,* n° 38, 28 novembre 1914, pp. 1-2.
9. Grave, «Il n'y a pas d'absolu», *La Voix du Peuple,* n° 40, 26 décembre 1914, pp. 3-4.
10. Bertoni, «soldats ou insurgés», *Le Réveil,* n° 401, 9 janvier 1915, p. 2.
11. G.H., «La paix durable», *Le Réveil,* n° 402, 23 janvier 1915, p. 1.

Le temps est à la réaffirmation des principes, Georges Herzig profite du contexte pour différencier le pacifisme de l'antimilitarisme anarchiste: le pacifisme ne travaille pas à l'émancipation du prolétariat et ne dénonce pas la tutelle de l'Etat[12]. D'ailleurs, pour anéantir le capitalisme par la Révolution, pour tourner son arme contre la bourgeoisie, il vaut mieux ne pas être pacifiste.

La guerre mondiale devient une sorte de guerre des manifestes, chaque tendance ressent le besoin urgent d'exprimer des principes pour défendre sa position. Ainsi, durant tout le conflit, une véritable bataille épistémologique double le front militaire. En novembre 1914, *Le Réveil* et *La Voix du Peuple* publient simultanément un manifeste anarchiste adressé au prolétariat international. Ce manifeste dresse une longue explication du conflit actuel; celui-ci serait la conséquence de la guerre de 1870, de l'impérialisme, de l'industrialisation, donc finalement, de la bourgeoisie. En effet, depuis la première guerre franco-allemande, l'Allemagne a considérablement augmenté sa production et ainsi amélioré sa situation économique. Mais l'Angleterre souhaite barrer la route à l'Allemagne. En conséquence, les États sont poussés par leurs industriels à faire la guerre pour étendre leur marché, et au-dessus des industriels, c'est la finance qui règne. La guerre ressort en tant que complot financier:

> *« Là où les naïfs croient découvrir de profondes causes politiques, ou bien des haines nationales, il n'y a que les complots tramés par les flibustiers de la Finance. Ceux-ci exploitent tout: rivalités politiques et économiques, inimitiés nationales, traditions diplomatiques et conflits religieux. Voilà les causes réelles, fondamentales de la guerre, telles que Kropotkine les avait dénoncées, il y a deux ans seulement. »*[13]

Pour les auteurs du manifeste, le respect de toutes les nationalités doit passer par la disparition de l'Etat, les guerres étant la conséquence de l'Etat. Les signataires lancent finalement un appel à la Révolution prolétarienne:

> *« Pour terminer la grande guerre de la Bourgeoisie et en éviter à jamais le retour, il ne reste que le recours suprême à la Révolution. Celle-ci veut, plus qu'un déchaînement de forces violentes ensanglantant le monde, une invincible affirmation de conscience, de volontés, d'intelligences, de cœurs ne pliant plus sous aucune servitude meurtrière, une vaste œuvre de protestation, de résistance et d'insurrection, qui, le carnage arrêté, montre la vraie, la seule et l'éternelle gloire dans la libération, l'élévation et le triomphe de tous, de l'épanouissement de la solidarité par laquelle dans chaque homme vit toute l'humanité. Vive la fraternité des peuples! Vive l'Anarchie! »*[14]

12. G.H. «Notre propagande», *Le Réveil,* n° 404, 20 février 1915, pp. 1-2: «Malgré l'horreur des temps, nous ne sommes pas des pacifistes, nous ne saurions jamais l'être tant que le prolétariat ne se sera pas émancipé du joug économique de la société capitaliste et de la tutelle écrasante de l'Etat.»
13. *Le Réveil,* «Manifeste anarchiste», n° 397, 14 novembre 1914, p. 1.
14. *Le Réveil,* «Manifeste anarchiste», n° 398, 28 novembre 1914, p. 3.

Le journal déplore le manque d'objectivité de la presse des belligérants: par exemple, un auteur rappelle qu'aucun journal français ne mentionne la trêve de Noël 1914, qui est pourtant un grand moment de fraternité entre les soldats allemands et français[15]. Les anarchistes dénoncent encore les profiteurs de guerre, les capitalistes, mais demeurent à un niveau très théorique, restant dans leur position de spectateurs face au désastre européen. Pour les anarchistes, les Etats-Unis font figure de grands gagnants de la folie meurtrière européenne, la guerre provoquant une augmentation de leur production[16]. La guerre, à travers *Le Réveil,* devient une nouvelle cause d'inégalités, en envoyant des ouvriers sur le front pour combattre d'autres ouvriers; les autorités et les possédants s'en prennent à l'Humanité, une Humanité que les anarchistes considèrent comme une unité, comme quelque chose de global dépassant les frontières.

L'idée de «préparation à la Révolution» montre comment la guerre est entrée dans le champ de la longue durée: jusqu'alors, les anarchistes ne s'étendaient pas sur la dimension temporelle du conflit, probablement parce qu'ils n'imaginaient pas l'enlisement du front. Mais au début du printemps 1915, les libres-penseurs et autres syndicalistes révolutionnaires prennent conscience que la guerre risque de durer longtemps et ainsi, leur combat doit être envisagé sur le long terme.

> *«L'heure n'est pas aux découragements ni aux plaintes inutiles, qui sous prétexte d'une fausse liberté nationale ont confondu leur cause avec celle de leurs gouvernants et exploiteurs, pourraient sous la poussée même des événements, à travers les sanglants sacrifices et les cruelles déceptions, se dresser tout à coup contre leurs véritables ennemis. Pour que l'insurrection populaire ne demeure pas vaine, soyons alors prêts à entraîner toutes les masses aux réalisations nécessaires.»*[17]

«La Voix des Pioupious»

> *«Les peuples expient tous les hideux rêves de suprématie et de domination de leurs maîtres, auxquels ils ont servi d'instruments dociles dans leur ignorance et leur aveuglement. Mais la voix de la solidarité, qui est la voix même de la vie, va s'élever toute puissante. Elle demande que la richesse ne continue pas à être l'enjeu de perpétuelles luttes, mais devienne la garantie du bien-être de tous. Vive la paix par le Communisme!»*[18]

Dans le souci de rester proches de la réalité des ouvriers, des soldats, des internés et de leur famille, *Le Réveil* et *Le Falot* offrent de l'espace dans leurs

15. Jean Grave, «Déconcertant», *Le Réveil,* n° 403, 6 février 1915, p. 3
16. *Le Réveil,* «Charité chrétienne», n° 403, 6 février 1915, p. 4.
17. Bertoni, «Vers les temps nouveaux», *Le Falot,* n °7, juillet 1915, p. 3.
18. Bertoni, «Vers les temps nouveaux», *Le Falot,* n° 11, avril 1916, p. 1.

colonnes à leurs lecteurs. En effet, durant toute la durée du conflit, les périodiques se font un point d'honneur de faire paraître, plus ou moins régulièrement, une rubrique accordée aux soldats. Cette rubrique, généralement appelée «La Voix des Pioupious», fait figure de point de rencontre entre les témoignages des ouvriers-soldats, les anarchistes et les autres lecteurs. Ses textes offrent aux revues un caractère plus concret, plus humain, et surtout plus proche de la condition de prolétaire. La propagande passe par la description des scènes quotidiennes du conflit européen, et ainsi, touche de manière plus directe l'affect du lecteur. Les témoignages des soldats prennent corps à travers un langage plus simple, plus familier que celui utilisé dans les rubriques traditionnelles. Cependant, ils semblent se baser souvent sur de simples rumeurs, ce qui peut laisser penser que certains textes sont occasionnellement rédigés par les équipes rédactionnelles respectives de chaque revue, sous l'emprunt d'un pseudonyme.

À côté de «La Voix des Pioupious», il arrive que les périodiques intègrent dans leurs colonnes des lettres de soldats, servant tout autant de témoignages du carnage européen; ces lettres sont parfois précédées du titre engagé: «La Voix des Victimes». Le ton utilisé dans la rubrique «La Voix des Pioupious» appelle le lecteur à plus de solidarité, à plus de compassion pour les soldats qui doivent se livrer au combat et risquer leur vie pour les visées impérialistes de leur Etat. Une chanson, «Le petit Pioupiou», dénonce toute l'absurdité de la guerre: le soldat n'est plus un être humain, mais une machine[19].

Le Falot utilise la rubrique pour dénoncer le non-sens de la guerre pour le prolétaire et le soldat, le manque de raisonnement logique dans la stratégie militaire suisse et le manque de sérieux des médecins qui provoque des morts dans les troupes par simple négligence[20]. «La Voix des Pioupious» sert également à illustrer l'antagonisme de classe qui s'est reproduit au niveau militaire:

> *«Jamais, peut-être, le parfait antagonisme des classes n'a été pareillement souligné et jamais le simple pioupiou n'a eu le sentiment aussi intense de n'être, dans la première Démocratie du monde, qu'une machine et un numéro entre les mains des grands défenseurs de l'égalité des citoyens devant la loi.»*[21]

Pour Paul Golay, si une Révolution devait se réaliser, il s'agira alors de faire payer la guerre aux bourgeois. Dans le journal valaisan, la proximité de la frontière permet aux ouvriers-soldats d'apporter énormément de nouvelles des batailles, mais aussi des conditions de vie des réfugiés, du zèle très marqué des

19. *Le Falot,* «Le petit Pioupiou», n° 16, septembre 1916, p. 2.
20. *Le Falot,* «La Voix des Pioupious», n° 7, juillet 1915, p. 2.
21. Paul Golay, «La note», *Le Falot,* 1er décembre 1916, p. 1.

quelques officiers romands face à leurs supérieurs alémaniques, des conditions d'hygiène lamentables, des erreurs médicales, etc. Ces derniers sujets sont également abordés dans les colonnes du *Falot* à travers sa rubrique «Chez les internés français en Valais» pour dénoncer les conditions de vie des soldats français réfugiés sur le territoire helvétique. Par exemple, Piron explique qu'à Sierre, les internés français doivent payer 4 francs par jour, pour un accueil qui est loin d'être à la hauteur du prix[22]; ou à Morgins, un interné se plaint de la discipline trop stricte menée par les responsables du camp, des mauvais traitements (l'auteur dit avoir l'impression d'être traité comme un bandit), de la nourriture immangeable, du personnel qui ne parle que la langue allemande, du nombre d'hommes par chambre, de l'insuffisance des soins médicaux[23]. En janvier 1917, un auteur anonyme déplore le manque de liberté des internés: leurs déplacements sont extrêmement limités et ils n'ont pas droit à des lectures très variées, etc.[24]

À travers les articles des soldats, la hiérarchie militaire revêt des allures grotesques, caricaturales; par exemple, dans «Le Rêve du Pioupiou», un conte, l'auteur décrit de façon extrêmement ironique un capitaine (qui porte un nom à consonance germanique): «Le capitaine Schmidt était le type achevé du sot prétentieux, qu'un maintien ridicule et affecté et de plates manières de courtisan obséquieux». Le capitaine Schmidt ressort comme une «parfaite incarnation de la militaromanie abjecte et ridicule»[25]. Dans cette même peinture, l'Église devient également la cible des anarchistes; en parlant du capitaine: «L'autre gros comme un évêque, dodu, dorloté à l'excès [...]».

Les témoignages des soldats permettent aux auteurs des revues de diversifier leur propagande, en utilisant notamment un ton ironique pour se moquer de l'armée: «La caserne, école de l'antimilitarisme, tel est l'aveu sans fard que fait la presse bourgeoise elle-même. Car les lignes ci-dessus démontrent que les traîneurs de sabres, par leur militarisme outré – et aussi paradoxal que cela puisse paraître – sont encore les meilleurs agents de l'antimilitarisme. On en arrive donc à souhaiter qu'ils continuent.»[26]

---

22. Piron, «De Sierre», *Le Falot* (rubrique: «chez les internés français en Valais»), n° 19, 1er décembre 1916.
23. Un Interné, «De Morgins», *Le Falot* (rubrique: «Chez les internés français en Valais»), n° 19, 1er décembre 1916
24. XX, «Occupons-nous des internés», *Le Falot,* n° 20, 1er janvier 1917, p. 2.
25. *Le Falot,* «Le Rêve de Pioupiou», n° 6, mai 1915, p. 3
26. V. P. «École antimilitarisme», *Le Réveil,* n° 442, 26 août 1916, pp. 1-2

Les activités humanitaires

«Pourtant ils dansèrent, déchiquetant leurs membres, s'aveuglant les uns les autres par des jets de sang et des boules de chair humaine. Et tandis qu'ils apparaissaient et disparaissaient dans des couronnes de fumée en feu, ils perdaient de plus en plus leur figure originelle, adoptant dans cette lumière vacillante des formes terriblement vagues, sans bras, sans jambes, reconnaissables seulement pour des êtres humains à leurs têtes aux regards irréprochables qu'ils portaient raides et hautes, même en rompant et en chancelant, même couchés en embuscades, en sautant, en se cabrant, en s'entrechoquant, comme le font les animaux quand ils se battent; si bien qu'avec ces faces convenables et bien pensées, ils devinrent des êtres indiciblement hybrides, tenant de l'homme et de la bête, eux qui étaient entrés en scène si forts et si beaux. Car le ballet des Nations, lorsque Satan le monte sans regarder à la dépense, est un spectacle à transformation insurpassable, auquel il faut avoir assisté pour y croire.»[27]

La guerre mondiale devient l'occasion pour les anarchistes et syndicalistes révolutionnaires de donner une forme concrète à leur idéal de solidarité diffusé avant la guerre, à travers des actions humanitaires, comme par exemple l'aide qu'ils tentent d'apporter aux déserteurs, aux internés, et aux familles des soldats mobilisés. Afin de pallier au manque de solidarité des autorités helvétiques vis-à-vis des réfugiés politiques, les anarchistes antimilitaristes se font un devoir d'organiser l'accueil des déserteurs étrangers. L'équipe regroupée autour de Bertoni appelle les abonnés du *Réveil* à envoyer des dons à des caisses de solidarité[28] et dénonce la politique égoïste que mène le Conseil fédéral afin de sauvegarder la pseudo-neutralité du pays[29].

---

27. Vernan-Lee, «Le ballet des nations», Les Tablettes, n° 8, mai 1917, p. 8.
28. Par exemple, en septembre, Bertoni annonce avoir déjà reçu 745,2 frs pour garnir la caisse de secours, créée afin de «venir en aide aux camarades frappés de condamnation et expulsion ou obligés de s'expatrier, dont les cas lui seraient signalés. Les comptes paraîtront toujours dans notre journal.» Le Réveil, «Caisse de secours aux victimes politiques», n° 392, 5 septembre 1914, p. 1.
29. En réalité, le Conseil fédéral est, depuis l'été 1917, en prise avec le problème des étrangers en Suisse, alerté par la classe bourgeoise inquiète de la venue d'«espions, étrangers accapareurs, déserteurs ou réfractaires, hôtes de luxe», etc., que la presse qualifie souvent d'indésirables. Parmi les immigrés, Arlettaz dénombre environ 30 000 réfractaires. Les autorités, chargées des pleins pouvoirs, doivent prendre pour la première fois des mesures pour réduire le flux migratoire. Le Conseil fédéral édicte une ordonnance le 21 novembre 1917 pour la police à la frontière et le contrôle des étrangers; désormais, pour venir en Suisse, tout individu doit se munir d'un passeport visé par un représentant diplomatique ou consulaire, de la preuve du but légitime de séjour et de la justification des moyens d'existence. Rien d'étonnant qu'une telle mesure ait été critiquée sur le plan de la solidarité internationale et de l'aide humanitaire. Le cas des réfugiés militaires (réfractaires) n'est pas réglé de façon claire pas les arrêtés du Conseil fédéral. G. Arlettaz., «Les effets de la Première Guerre mondiale sur l'intégration des étrangers en Suisse», in Relations Internationales, n° 54, été 1988, Paris, pp. 164-165; et Gérald et Sylvia Arlettaz, «La première guerre mondiale et l'émergence d'une politique migratoire interventionniste», in Bairoch et Korner, *La Suisse dans l'économie mondiale; Die Schweiz in der Weltwirtschaft,* Genève, éd. Droz, 1990, p. 327.

Tolstoïennes, *Les Tablettes* de Claude Le Maguet ne proposent pas de réalisations concrètes d'entraide, mais attaquent ouvertement l'hypocrisie de la Suisse, celle de ses dirigeants qui préconisent le renvoi des réfugiés les plus modestes sur le champ de bataille, pour n'accueillir que les plus riches d'entre eux. Le Maguet tente de déranger la position confortable des dirigeants helvétiques qui refusent de voir la misère que la guerre porte à leur frontière. « Ah ! s'il s'agissait d'internés qui rapportent et de l'argent et de la renommée, tout irait bien, mais des outlaws pareils, des gens qui n'ont pas jugé utile de se faire tuer *per la grandezza dell'Italia,* il y a de grandes chances pour qu'aucun État ne veuille les recevoir. »[30] *Les Tablettes* mènent une campagne contre l'internement des déserteurs qui sont, pour ses auteurs, des camarades de leur cause : le pacifisme international[31], et déplorent le manque de protestation de la part des habitants des différents pays dont les gouvernements reconduisent les déserteurs vers les frontières. En réalité, le Conseil fédéral a non seulement pris des mesures contre les déserteurs et les réfractaires, mais également contre les personnes qui mènent des activités anarchistes. *Les Tablettes* soulèvent le fait que certains pays, telle la Grande-Bretagne, profitent de l'opportunité de la guerre européenne pour endiguer les mouvements d'extrême gauche en internant les anarchistes et les socialistes : interner les antimilitaristes et les déserteurs revient à désorganiser les rangs des militants anarchistes[32]. Le Maguet n'abandonne pas son discours moralisateur pour expliquer la mission des Suisses : parce que la Suisse est un pays neutre, ses habitants doivent être les ouvriers de la paix et travailler pour le pacifisme international[33].

Bertoni oriente plusieurs de ses articles en faveur des déserteurs et insoumis, qu'il encourage dans leur initiative souvent lourde de conséquences, notamment à travers sa rubrique plus ou moins régulière, « Insoumis et Déserteurs ». Il appelle ses lecteurs à plus de solidarité envers les déserteurs, et d'une façon plus générale, pour tous les blessés de la guerre :

> *« Combien nombreux sont les grands blessés dans leur humanité, dans leur rêve, dans leur amour de la vérité, qui vont revenir de l'exil douloureux où ils ont tant souffert, pour rentrer dans la cité du bon accord, du bien-être et de la liberté qui aura une consolation, une joie, une bénédiction pour tous. Préparons l'accueil le plus fraternel, préparons les plus riches offrandes, préparons les cœurs, les esprits et les bras à la*

30. *Les Tablettes,* « Au pays du droit d'asile », n° 2, novembre 1916, p. 4.
31. Par exemple, dans l'article « Ouvrez les portes », la rédaction s'oppose à l'internement de quatre camarades à Witzwil. *Les Tablettes,* n° 1, octobre 1916, p. 4.
32. J. Niedoröst, « La libre Angleterre », *Les Tablettes,* n° 3, décembre 1916, p. 4.
33. Jean Louis, « Lettre aux Suisses », *Les Tablettes,* n° 11, août 1917, p. 5.

N° 10. — 1re année JUILLET 1917 20 centimes

les tablettes

ASSEZ!

Textes de : P.-J. Jouve, Romain Rolland, Claude Le Maguet, H. Guilbeaux, Andrée Jouve. — Cinq bois gravés de Frans Masereel.

CONDITIONS D'ABONNEMENTS. — Pour tous pays : Un an, 2 fr. — Six mois, 1 fr.
Adresser ce qui concerne : la Rédaction, à Claude LE MAGUET ; l'Administration, à Albert LEDRAPPIER
Case postale Jonction 13718, Genève.

suprême libération, au triomphe de cette Justice que nous appelons de son nom de guerre : la Révolution. »[34]

Il déplore les mesures prises par le Conseil fédéral contre les déserteurs : la Suisse, pourtant pays neutre, refuse d'accueillir les hommes n'acceptant pas de participer au massacre européen. Le droit d'asile de la Suisse est continuellement montré du doigt par les auteurs du *Réveil*. Les insoumis et déserteurs étrangers ne sont accueillis par le pays que s'ils ne présentent aucun risque pour la paix sociale de la Patrie[35].

Le Falot inscrit sa conception de la solidarité dans la même thématique que *Le Réveil,* il participe également aux caisses de secours organisées par son homologue genevois, élargissant ainsi la solidarité des groupes anarchistes et syndicalistes révolutionnaires aux Unions ouvrières de Suisse romande. Mais *Le Falot* reste plus proche de la réalité vécue par les déserteurs et réfractaires, il insère dans ses colonnes des témoignages sur les camps de réfugiés, les injustices dans les traitements, les humiliations, la misère :

« Lors de l'arrivée de soldats français nous étions heureux de penser que ces victimes se trouvaient ainsi arrachées aux cruautés et aux tourments de la guerre, ainsi qu'aux tracasseries des gardes chiourmes allemands [...]. Mais, si nous admettons que dans l'intérêt de tous, certaines règles doivent être suivies, il ne faut pas que leur application provoque mille coups d'épingles, sous formes de consignes, d'arrêts, de permissions supprimées et surtout de punitions quasi collectives pour les fautes et l'intempérance de quelques-uns. Que de tels procédés se passent en Allemagne, c'est admis et n'étonnera personne, mais la fraternité française, si bien comprise qu'elle puisse être, ne doit pas aller jusque-là ; quand à l'égalité, entre tous ces prisonniers de guerre du moins, elle devrait être plus effective et le simple public ne comprend pas que des officiers puissent obtenir des permissions alors qu'ils les refusent eux-mêmes et sans motifs parfois aux simples soldats. »[36]

Les auteurs du *Falot* sont réceptifs aux inquiétudes de la population valaisanne ; des camps d'internement se trouvent sur son sol (notamment à Morgins, Sierre et Montana) : « Le public qui sympathise avec les soldats français ne peut admettre que ceux-ci, après avoir pu échapper aux mesures humiliantes des boches, arrivèrent en Suisse pour subir les mêmes procédés, mais cette fois de la part de Français. »[37] *Le Falot* ouvre d'ailleurs parfois ses colonnes à des amis des internés, ou aux internés eux-mêmes, afin de révéler à la population les manquements à la solidarité des autorités fédérales dans leur

34. Bertoni, « Les grands blessés », *Le Réveil,* n° 416, 31 juillet 1915, p. 3.
35. *Le Réveil,* « Odieuse iniquité », n° 444, 23 septembre 1916.
36. Véritas, « De la noble contrée », *Le Falot,* n° 13, juin 1916, p. 1.
37. *Ibid.,* p. 2.

tentative d'établissement d'une législation sur les déserteurs et les réfractaires[38]. Un auteur, probablement un interné, écrit au sujet des locaux mis à disposition par les autorités pour les internés :

« Quelques lignes pour mettre le public valaisan au courant de ce qu'est en Valais le régime de ses prisons militaires.

On s'occupe beaucoup en haut lieu du régime appliqué aux exploiteurs de Russie par leurs esclaves depuis quelque temps libérés de leurs chaînes. Mais chez nous, en pays si catholique et si bien gouverné à la conservatrice, ces messieurs préoccupés par le droit canon ne voient, ou plutôt ne veulent voir la poutre qui barre leur œil. Ils sont indignés et unanimes à hurler contre les systèmes bolchevistes, mais soumettent indignement des militaires à un régime que certes bien des bourgeois de Russie n'envieraient pas.

C'est ainsi qu'il en est pour tout Valaisan condamné par un tribunal militaire à l'emprisonnement militaire. Les détenus politiques sont jetés dans des prisons qui n'ont absolument rien de militaire soit pour le régime ou pour l'application d'un règlement.

À toute réclamation justifiée, l'autorité compétente répond : nous ne possédons pas de prisons militaires. Voilà l'excuse ! Et en attendant la force prime le droit. C'est ainsi que ces malheureux, qui ont osé s'élever contre un ordre les invitant à se lever contre leurs camarades ouvriers dans leurs revendications, sont traités par nos représentants cantonaux chargés d'appliquer équitablement nos lois. »[39]

Les auteurs du *Falot* informent les lecteurs de la réalité quotidienne des internés, et les amènent à s'interroger sur la pseudo-solidarité des autorités helvétiques :

« On nous pose une série de questions en priant ceux qui sont à même de fournir quelques renseignements de bien vouloir y répondre.

1° Pourquoi les internés des différentes stations ne sont-ils pas traités d'une manière uniforme ? 2° Pourquoi, pour le même prix et dans la même localité, tous les soldats ne reçoivent-ils pas une nourriture convenable et suffisante, même s'il s'agit d'Algériens ou de Marocains ? 3° Dans quels cas des permissions peuvent-elles être obtenues ; faut-il être gradé, richard ou mouchard et les opinions politiques ou religieuses peuvent-elles compter pour quelque chose ? 4° Est-il vrai qu'une invitation faite par une famille connue et respectable est simplement mise au panier, alors que des permissions sont accordées sans objections lorsque la demande provient de quelque grosse nuque ? 5° Pourquoi certain docteur (chef de section) considère-t-il les excursions comme des motifs non valables pour obtenir une permission ? 6° Quels sont les droits des internés ; est-ce seulement celui de mourir qu'on ne leur contestera pas ?

38. Comme c'est le cas par exemple en décembre 1917 : Le Falot, « Un ami du vrai droit », « Chez les internés de Montana », n° 31, décembre 1917, p. 2.

39. Un qui en a soupé, « Prisons militaires », Le Falot, n° 49, 1er juin 1919.

7° Pourquoi les internés qui sont envoyés à Witzwil sont-ils traités comme des détenus, alors qu'ils n'ont subi aucune condamnation par un tribunal quelconque ? »[40]

À côté de sa rubrique « La Voix des Victimes », *Le Réveil* fait paraître, à partir de 1916, une rubrique dans laquelle sont rangés tous les articles concernant les réfractaires[41]. Bertoni et son équipe mènent une intense campagne afin d'inciter les soldats à refuser de servir. Cette propagande passe essentiellement par la dénonciation de la politique fédérale à l'encontre des réfractaires et des déserteurs étrangers qui viennent se réfugier en Suisse. Le Tessinois admire les soldats qui choisissent de rompre les rangs, et rappelle à quel point leur choix est lourd de conséquences. Le Conseil fédéral décide d'astreindre les réfractaires à des travaux d'ordre public, et si Bertoni n'est pas totalement opposé à l'idée de faire travailler les réfractaires en Suisse, il dénonce pourtant le caractère opportuniste de la solidarité pratiquée par les autorités ; les travaux proposés sont indignes des réfractaires, ils sont trop pénibles et insuffisamment rémunérés. Les autorités helvétiques les traitent comme des prisonniers. Ainsi, *Le Réveil* soutient ceux qui refusent d'obéir aux ordres et dénonce régulièrement les conditions de travail de cette main-d'œuvre bon marché.

Les Tablettes mènent une propagande similaire à celle du *Réveil* pour les réfractaires et déserteurs réfugiés en Suisse : en novembre 1917, la rédaction déplore une nouvelle mesure gouvernementale, une mesure arbitraire et en contradiction avec la tradition de neutralité de la Suisse : « Le Conseil fédéral se réserve la faculté de prononcer l'expulsion des déserteurs et réfractaires qui ont été condamnés…, ainsi que ceux qui se rendent coupables de menées anarchistes ou antimilitaires. »[42] En janvier 1918, *Les Tablettes* distribuent en annexe du périodique, un manifeste rédigé par un groupe de déserteurs et insoumis, intitulé « Pourquoi nous n'obéirons pas »[43]. Ce manifeste s'oppose à l'arrêté du Conseil fédéral qui donne le droit aux cantons de faire ce qu'ils souhaitent des déserteurs ; l'arrêté permet par exemple au canton de Zurich d'employer les déserteurs pour des travaux d'assèchement des marais. Les signataires refusent les travaux forcés car, de leur point de vue, ils sont une atteinte à leur dignité, à cause du caractère militariste que ces travaux véhiculent. De plus, les déserteurs se demandent pourquoi ils devraient travailler alors que d'autres, en Suisse, ne font rien ou participent à la guerre européenne en

40. *Le Falot,* « Occupons-nous des internés », n° 18, 1er novembre 1916, p. 1.
41. Par exemple : *Le Réveil,* « Réfractaires et Déserteurs », n° 439, 8 juin 1916 ; « Les réfractaires », n° 440, n° 22 juillet 1916 ; « Un réfractaire », n° 457, 24 mars 1917.
42. *Les Tablettes,* « Dans la Suisse en paix », n° 14, novembre 1917, p. 4
43. Annexe aux *Tablettes*, n° 16, janvier 1918, imprimé par les presses des Unions Ouvrières.

fabriquant des armements. Ils refusent finalement ces travaux car ils ne se considèrent pas responsables de la situation de précarité dans laquelle la Suisse se trouve. Les déserteurs accepteraient pourtant de faire des travaux publics, à condition que ceux-ci aient un caractère impartial (c'est-à-dire qu'ils soient proposés également aux Suisses et aux internés) et que l'on stoppe la production d'engins de guerre.

Révolution et répression

Après des mois de discorde finalement ponctués par une rupture, l'année 1917 s'imprègne du climat de lassitude de la guerre qui traverse toute l'Europe. Le bref élan d'enthousiasme apporté par la Révolution de février en Russie ne parvient pas à cacher le ras-le-bol général partagé par les anarchistes et syndicalistes révolutionnaires. La propagande pour l'antimilitarisme s'enlise, les auteurs recourent à des thèmes très généraux de l'anarchisme. À partir de novembre 1917, les lecteurs des périodiques anarchistes et syndicalistes révolutionnaires en Suisse assistent à une lente condamnation de la Révolution bolchevique, une réaction plutôt générale mais diffuse, due au retard des informations sur les événements russes. Seul, Guilbeaux soutient le bolchevisme, y voyant la concrétisation de Zimmerwald.

Une profonde confusion marque la fin du conflit européen et chaque nation se trouve aux prises avec des événements insurrectionnels, un climat révolutionnaire qui n'épargne pas la Suisse. La grève générale de novembre 1918 met les autorités helvétiques dans un profond embarras. Cependant cette grève, pourtant porteuse de revendications syndicales, reste très peu suivie par les milieux anarchistes et syndicalistes révolutionnaires de Suisse romande, qui y voient l'œuvre des socialistes. Finalement, les différentes théories sur l'antimilitarisme développées après la signature des armistices restent sommaires: la plupart des cercles libertaires de Suisse romande se dissolvent: *Demain*, point de rencontre entre Rolland, Saint-Prix, Guilbeaux, Masereel, Desprès, Lefebure, Radek[44], est abandonné par son rédacteur en chef en septembre 1918; les auteurs français réunis autour de Wintsch (Guérin, Grave, Tcherkesoff), rejoignent la patrie de la Révolution et de la Commune pour de nouveaux combats menés sous les drapeaux des *Temps Nouveaux* en février 1919; en janvier 1919, Claude Le Maguet interrompt également la parution des *Tablettes*, probablement parce

44. Les auteurs internationaux de *Demain* rejoignent pour la plupart leur patrie: Rolland rentre en France, tout comme Masereel; Radek va rejoindre l'Allemagne révolutionnaire et Jean de Saint-Prix meurt en 1919 à la suite d'une maladie. Guilbeaux est en prison jusqu'en 1919, puis il rejoint la Russie révolutionnaire.

que son lectorat et ses auteurs essentiellement français retournent en France, comme Séverine et Jouve, ou simplement parce que *Les Tablettes* avaient pour principal sujet le conflit qui saignait l'Europe, un conflit terminé; *Le Falot* s'éteint en novembre 1919, confiant ses lecteurs au *Réveil*, seul périodique qui survit presque jusqu'au milieu du XXe siècle. Ainsi, les mouvements internationalistes anarchistes et syndicalistes révolutionnaires éclatent rapidement: la condamnation du léninisme par les anarchistes, mais aussi la récente scission créée par Zimmerwald, les problèmes judiciaires de deux figures centrales de l'anarchisme en Suisse, Guilbeaux et Bertoni, la mise en place de sections socialistes cantonales (notamment en Valais), et le retour des intellectuels français dans leur patrie d'origine auront raison du mouvement syndicaliste révolutionnaire en Suisse, reléguant l'antimilitarisme à l'unique *Réveil anarchiste,* ou à des militants d'autres bords.

Véronique Rebetez

Extraits d'un mémoire de licence présenté à la Faculté des lettres de l'Université de Fribourg en 2005, *L'antimilitarisme chez les anarchistes et les syndicalistes révolutionnaires en Suisse romande pendant la Première Guerre mondiale.* 204 p., facsimilés.